Note d'humeur

LES NON-QUALIFIES : UNE NOTION DISQUALIFIEE ?

La notion de « non-qualifiés » a-t-elle encore un sens ? Est-il pertinent de pointer du doigt statistique, voire stigmatiser, *cette catégorie résiduelle qui ne semble pouvoir être définie que négativement (Jacques Freyssinet).*

La notion de « non-qualifiés » est double : elle vise l'individu (le « non-qualifié ») et l'emploi (la « non-qualification »).

Concernant l'individu, c'est une notion avant tout posée par des nomenclatures couvrant 3 critères qu'on peut résumer par : faible formation, faible rémunération, simplicité des tâches à remplir.

Environ 6 millions de personnes sont statistiquement « non-qualifiées ». Répondent-elles strictement à cette définition ? Non. Ne serait-ce le nombre de « qualifiés » qui, diplômés, effectuent des tâches simples en étant smicards. Par ailleurs, 1 personne sur 5 en emploi ne détient pas de diplôme ; pour autant ces personnes ne relèvent pas toutes de la catégorie des non-qualifiés.

La situation est donc très disparate. Si cette notion de « non-qualifiés » est peut-être *convenue*, elle n'est pas *convenable*. Certains experts ne manquent d'ajouter qu'elle est indéniablement sujette « à discussion ». Belle échappatoire.

Concernant la notion de « non-qualification », évoquons-en le côté « obscur ». Au fait, laquelle ? Celle détenue par l'individu, celle définie par les conventions de branches, ou celle contractuellement définie entre un employeur et un individu ? Ne cherchez pas, il n'y a pas de définition uniforme et partagée de la notion de qualification.

La disqualification d'une notion nulle de sens ?

Convention de vocabulaire ou convention statistique ? Quelles que soient les raisons ayant présidé à fonder une telle catégorie se définissant par la négative, comment peut-on dire qu'un emploi recouvrant des tâches dites simples, prescrites et répétitives ne requiert pas des qualités, des capacités, des compétences permettant d'exercer correctement le travail demandé ? Comment peut-on dire qu'un individu sans diplôme – de faible formation initiale – ne dispose pas pour autant des qualités, des capacités et des compétences nécessaires pour effectuer le travail demandé et rémunéré ?

Mieux qu'un développement de concepts, illustrons le sujet par ce qu'on pourrait « qualifier » de *syndrome de la nounou*. Celle recherchée pour aller chercher les enfants à la sortie de l'école et les garder jusqu'au retour des parents. Tâches simples ne nécessitant pas de diplôme particulier et rémunéré le plus bas possible. Néanmoins ne recherche-t-on pas une personne dont on attend de grandes qualités, de l'autonomie, en qui on aura toute confiance, en un mot dont les parents angoissés vont exiger le maximum (si possible avec une rémunération minimum) car confiant leur « trésor ».

Certains évoquent la « tertiarisation » de l'emploi non-qualifié. Mais dans les emplois de services, nombre de qualités, de compétences, sont exigées, même pour accomplir des tâches simples. La

relation à l'autre entraîne des attentes multiples : bienveillance, sollicitude, écoute, sens de l'autre...
Nombre de compétences dites comportementales.

Autre exemple. Années 90. Suites d'un Contrat d'études prospectives dans l'industrie Textile. Un grand nombre de « non-qualifiés » (à cette période, 75% d'ouvriers dont les 2/3 sans diplôme). Intuition que l'exercice de leur métier, requérant pour nombre d'entre eux de réelles compétences, devait bien pouvoir être « valorisé » au regard des exigences de diplômes professionnels. Expérimentations VAP puis VAE. 20% d'entre eux ont accédé directement à un CAP Textile. Les autres, après positionnement, y sont parvenus par une formation personnalisée. N'étaient-ils pas pourtant des « non-qualifiés » ?

Une inqualifiable notion disqualifiée ?

La notion de « non-qualifiés » est pour le moins disqualifiée par ce qu'elle recouvre de confus, d'imprécis et de stigmatisant.

Si la notion est disqualifiée, nous avons néanmoins l'ardente obligation de nous occuper des près de 6 millions de personnes ainsi répertoriées. Non seulement pour des raisons sociales et humaines évidentes, mais aussi pour des raisons économiques. L'économie de la connaissance requiert des qualités, capacités, compétences, de plus en plus élevées et complexes s'appuyant, pour reprendre de récentes études, sur un socle de base large articulant notamment littératie, numératie et numérique.

Il est grand temps de passer du paradigme du « prêt à former » à celui du « sur mesure » (valorisation des acquis, parcours individualisés, nouvelles formes d'apprentissage, balisés par des « repères d'employabilité » lisibles).

Parce que 6 millions de personnes le valent bien...

Xavier ROYER